

Sur la valeur de la nature, éviter le fétichisme

vendredi 23 mai 2014, par Jean-Marie Harribey

Le paradoxe n'est pas mince : la plupart des économistes et, au-delà, la société presque unanime, réclament toujours plus de richesse à produire et consommer, toujours plus de valeur économique à se partager, mais peu s'interrogent sur ce que sont ces abstractions. L'objet du désir est fortement convoité, mais son analyse est refoulée. La mal nommée « science » économique a délibérément écarté tout questionnement qui aurait risqué de remettre en cause ses fondements méthodologiques.

Le moment est particulièrement opportun pour remettre au centre du débat théorique la première question de l'économie politique – l'origine et la mesure de la richesse et de la valeur dans la société – ainsi que sa critique, car le capitalisme aujourd'hui mondialisé plonge l'humanité dans une crise totalement inédite, par son ampleur, par sa durée et par sa multi-dimensionnalité.

Les contradictions sociales et écologiques ont été poussées jusqu'à un point extrême par le capitalisme néolibéral. Contradictions sociales parce que la dévalorisation de la force de travail au regard de la productivité de celle-ci provoque une situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels. Il en résulte chômage endémique, précarité, amenuisement de la protection sociale et inégalités croissantes puisque, dans le même temps, les classes possédantes s'enrichissent outrageusement, via les exigences exorbitantes de la finance et les allègements fiscaux dont elles bénéficient. Contradictions écologiques aussi parce que l'accumulation infinie du capital se heurte de plus en plus aux limites de la planète. De ces deux types de contradictions, qui se renforcent l'un l'autre, naissent *la difficulté et, à terme, l'impossibilité de faire produire par la force de travail toujours davantage de valeur et de la réaliser sur le marché.*

On peut ainsi réinterpréter de façon nouvelle la crise financière ouverte en 2007. Elle est l'éclatement de l'illusion entretenue par l'idéologie économique pendant les dernières décennies, consistant à penser que la finance pouvait se dégager de la contrainte sociale et de la contrainte matérielle évoquées à l'instant et devenir une source endogène et auto-suffisante de nouvelle richesse. Or, ces deux contraintes sont indépassables. C'est la raison pour laquelle on constate une grande agitation des entreprises multinationales pour essayer de privatiser à tout prix les biens communs de l'humanité, les ressources comme les connaissances, tentative qui est devenue le nouvel horizon d'un capitalisme cherchant la sortie de sa crise. [1]

Notre démarche est d'effectuer un retour critique à l'économie politique, de façon à intégrer ensemble la question sociale et la question écologique, à partir de la théorie de la richesse et de la valeur. Le point de départ de cette recherche est l'intuition d'Aristote [2], distinguant l'*oikonomos* et la chrématistique, et définissant ce qui sera appelé plus tard la *valeur d'usage* et la *valeur d'échange*, que retiendront, d'un côté, les économistes classiques pour fonder l'économie politique et, de l'autre, Marx

pour entreprendre la critique de celle-ci.

Mais l'économie politique va se séparer sur l'idée de Ricardodu travail incorporé dans la marchandise qui donne la valeur : pour lui, la valeur-travail est intrinsèque à l'objet, alors que la valeur-utilité chez Walras est intrinsèque au sujet qui va acheter l'objet. Chez Marx, c'est tout autre chose : la valeur n'est *inscrite* ni dans l'objet, ni dans la subjectivité de chaque individu ; elle s'inscrit dans les rapports sociaux et dans les représentations collectives de ces rapports, au point que celles-ci sont partie constituante de ces derniers. En d'autres termes, la valeur est une fraction du travail social. Elle est donc une catégorie socio-anthropologique et non pas naturelle. En montrant que la nature est irréductible à du capital (1), qu'elle relève d'un registre que nous avons appelé « inestimable » (2), nous pourrions juger si la matrice conceptuelle de la critique de l'économie politique est capable de traiter la question de ladite valeur de la nature (3).

1. De l'irréductibilité de la nature à du capital

L'instrumentalisation de la nature a atteint un point tel que, jusqu'au sein du courant dominant néoclassique, les économistes se sont mis à l'heure de la défense de l'environnement, considéré comme un « capital naturel ». Selon eux, la nature possède une « valeur économique intrinsèque », qu'ils mesurent par... la réparation des dégâts qu'on lui inflige, ou bien elle « rend des services » à l'homme, que le calcul économique mesurera en termes monétaires.

1.1. Valeur économique intrinsèque de la nature ?

Au cours du dernier quart du XX^e siècle, les économistes néoclassiques soucieux d'environnement ont tenté de définir une

valeur économique globale de la nature comme la somme des valeurs d'usage, d'option (valeur anticipée d'un bien naturel, inutilisé aujourd'hui, lors d'une utilisation future), de quasi-option (avantage retiré d'informations nouvelles lors d'une utilisation différée), de legs (valeur correspondant au désir de transmission aux générations futures), d'existence (en dehors de tout usage présent ou futur) et écologique (valeur liée à la préservation des écosystèmes), selon le schéma suivant :

Valeur économique globale de la nature					
Valeur d'usage	Valeur d'option	Valeur de quasi-option	Valeur intrinsèque		
Valeur d'usage	Valeur d'option	Valeur de quasi-option	Valeur de legs	Valeur d'existence	Valeur écologique

Cette démarche visant à intégrer dans un concept de valeur globale ces différents éléments, loin d'être une avancée, constitue une régression théorique car elle commet plusieurs erreurs méthodologiques : l'addition d'éléments incommensurables, la croyance en la possibilité de mesurer l'utilité de la nature, la croyance en la possibilité de mesurer la valeur du stock de la nature ou celle des flux qui en sont issus, et le pari de la substitution du capital à la nature.

La « valorisation du vivant » est devenue le maître-mot qui préside à toutes les réunions organisées par les institutions internationales : la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais des sujets d'étude primordiaux de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de l'OCDE, de l'Union européenne, etc., qui s'appuient sur la théorie néoclassique appliquée à l'économie de l'environnement. Mais celle-ci croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel est très dangereux : si tout peut être *économiquement évalué*, tout peut être considéré comme du capital. Alors, on redéfinira la richesse comme la somme algébrique de ce que les économistes néoclassiques appellent le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel. Toutes les sortes de capitaux seraient additionnables puisqu'ils relèveraient d'une procédure de calcul analogue.

De plus, l'analyse néoclassique de l'environnement ne peut prendre en compte d'aucune manière le métabolisme au sein des écosystèmes naturels. La façon habituelle qu'a l'économie dominante d'isoler chaque élément pour en évaluer le coût, puis le prix, voire l'utilité, ne peut saisir ce qui est le plus important, à savoir les interactions qui constituent la trame de la vie, et dont la préservation conditionne sa reproduction et son équilibre.

1.2. Valeur économique des services rendus par la nature ?

La difficulté théorique autour de ladite valeur économique

intrinsèque de la nature est-elle résolue par l'introduction d'un autre concept, celui des services rendus par la nature ? Un rapport élaboré par le PNUE et l'United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change, en vue d'aider à la tenue de la Conférence Rio+20 de l'ONU en juin 2012, estime que la soutenabilité forte est préférable à la soutenabilité faible, mais, lorsqu'il définit les facteurs de la richesse, à savoir le capital manufacturé, le capital social, le capital humain et le capital naturel, il déclare : « On peut noter que dans cette formulation, le capital financier est une forme de capital social par la capacité de mobiliser les autres formes de capital social et les trois autres sortes de capitaux. » [3]

Autrement dit, *ou bien ces chercheurs considèrent que la valeur de la nature est d'ordre économique et ils ne peuvent la déclarer intrinsèque, à la fois en tant que stock et en tant que flux, ou bien ils ne considèrent pas la valeur de la nature comme relevant de l'économique et ils la nomment intrinsèque, tout en l'ajoutant à la valeur économique*. Dans les deux cas, ils échouent à sortir d'une matrice théorique qui n'a jamais su penser correctement la valeur.

À titre d'exemple, on peut relever la perle contenue dans ce passage pseudo-pédagogique dissimulant la fonction de production néoclassique Cobb-Douglas, imputant à chaque facteur une partie de la valeur créée dans le processus productif : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! » [4] Et si on empêche le berger de respirer, toute la valeur était-elle auparavant créée par l'air ? En fait, le concept de facteur limitant est antagonique avec la position néoclassique et/ou néophysiocrate, qui tente de théoriser ledit capital naturel.

Apparemment dotée d'une grande cohérence, la démarche néoclassique est en réalité très idéologique. D'abord, elle décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. Ensuite, elle assimile une mesure de la valeur d'un stock à la somme des flux de « services rendus par les écosystèmes ». Enfin, le glissement est tentant de passer de la « valeur des services rendus par les écosystèmes » à la « valeur de la nature », considérée comme un « capital ».

Tim Jackson [5] a proposé une modélisation simple pour dépasser les limites de la fonction Cobb-Douglas. Une fonction de production aux rendements d'échelle constants mais avec une élasticité de substitution entre les facteurs constante et inférieure à 1 résout-elle le problème ? Certes, avec une telle

élasticité inférieure à 1, on se rapproche d'une situation de complémentarité des facteurs. Mais cela signifie que la baisse de l'intensité de la production en ressources naturelles (donc ici la substitution de facteurs techniques aux ressources naturelles) sera moindre que la hausse du prix relatif des ressources naturelles aux autres facteurs. Autrement dit, les ressources naturelles s'épuisant, on aura beau avoir un prix de ces ressources qui augmente relativement au niveau général des prix, cela ne compensera pas l'insuffisante baisse de l'intensité en ressources pour pouvoir éviter une croissance absolue de la consommation de ces ressources. [6]

2. Richesse, valeur et inestimable

C'est le moment de retrouver la fécondité de l'intuition d'Aristote établissant une séparation entre ce qui relève de l'économie et ce qui n'en relève pas. Cette intuition est présente dès l'aube de la philosophie et des mathématiques. Une telle démarche épistémologique a des conséquences sur le plan stratégique, car elle permet d'attribuer des prix politiques à la préservation de la nature.

2.1. De l'incommensurabilité

La valeur d'une marchandise découlant de la production humaine et la valeur d'un élément naturel sont-elles commensurables ? La valeur monétaire d'une marchandise dépend des conditions socio-techniques de production (la disponibilité de ressources, le travail, l'organisation et la division du travail, pour aller vite) validées par le marché. Ces conditions socio-techniques n'existent pas pour un élément naturel. Par exemple, les instances internationales veulent mesurer la valeur économique des services que les forêts rendent en multipliant la quantité de carbone captée pendant un an par le prix de la tonne de carbone échangée sur le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre. Or, ce prix est une catégorie propre à la sphère économique, plus exactement dans ce cas à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont donc incommensurables. Il s'ensuit que la définition de la richesse fondée sur l'addition *capital manufacturé + capital social + capital humain + capital naturel* n'a strictement aucun sens.

En conséquence, la supercherie de la théorie dominante de la richesse et de la valeur comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui est une manière de naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux.

L'exemple de la nature illustre les trois aspects de la supercherie néoclassique : les valeurs d'usage procurées par la nature sont

ou bien réputées sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garanties sauvegardées par la seule instauration d'un prix fictif ; la procédure d'actualisation en vigueur dans l'économie est incapable de donner au temps biologique sa plénitude ; elle postule la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Il faut insister sur l'habileté de cet enchaînement, car celui-ci est indispensable pour imaginer la version faible de la soutenabilité du développement. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence, par nature, oserait-on dire.

On retrouve donc le point de départ de la critique de l'économie politique. Marx a constamment répété que le travail et la terre sont les créateurs de la *richesse*, le travail créant seul la *valeur*. « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [7] Ou bien : « Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [8] Et encore : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. » [9] Cela devrait suffire à réfuter l'idée omniprésente dans la pensée écologiste dominante selon laquelle la théorie de la valeur de Marx ignorerait la nature, au motif qu'elle serait productrice de richesse en termes de valeurs d'usage, mais pas de valeur au sens monétaire, c'est-à-dire comme fraction du travail social, ce que n'est pas, par définition, la nature. On ne peut donc ni penser que la nature construirait sa propre valeur, ni qu'elle créerait de la valeur, ni que l'être humain révélerait sa valeur économique intrinsèque, cachée, et dont il lui reviendrait de dévoiler l'existence. En d'autres termes, croire que la catégorie « valeur » pourrait être naturelle relève du fétichisme, dans le sens où Marx le disait à propos de la marchandise, de l'argent, du capital et, de manière générale, des prétendues lois économiques : toutes ces catégories sont issues de rapports sociaux particuliers. Ici, d'une part, l'application de la catégorie socio-économique « valeur » ne peut être appliquée à la nature, et, d'autre part, parler, sans autre précision, de « valeur » de la nature doit être strictement réservé à la construction sociale, fruit des rapports sociaux, des représentations et des pratiques la concernant. [10]

2.2. Des prix politiques pour exprimer les préférences sociales

Si le marché était capable d'orienter les sociétés vers du mieux-être, les indicateurs purement marchands ou partiellement marchands comme le PIB suffiraient pour en jalonné le

parcours. Mais ce n'est pas le cas. Les sociétés peuvent certes utiliser le marché, mais elles ont besoin de se regarder et de s'analyser, d'où les nécessaires indicateurs de répartition et d'inégalités pour mesurer la soutenabilité sociale, et elles ont aussi besoin de se projeter dans l'avenir, d'où les indicateurs de soutenabilité écologique, sans que les uns ni les autres puissent être intégrés au PIB.

Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on attribue un prix à la nature, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources. Par exemple, si l'on donne un prix à l'usage de l'eau ou à toute autre ressource naturelle incluant une taxe ou autre compensation, cela indiquera la hauteur de la norme que la société décide de fixer et de respecter. Mais cette norme n'a rien de naturel, elle est d'emblée politique. De la même façon, l'instauration d'un marché de permis négociables suppose en amont une décision politique fixant la quantité autorisée, dont la variation aura une influence sur le prix, lequel ne sera pas à proprement parler entièrement un prix de marché. Il s'ensuit une conclusion d'ordre stratégique très importante. Réfuter les concepts de valeur économique intrinsèque de la nature ou de valeur économique des services rendus par la nature relève de l'épistémologie, mais n'implique en aucune manière de ne pas pouvoir utiliser des outils économiques pour contribuer à la régulation écologique, dès lors que des normes ont été fixées, si possible bien sûr démocratiquement.

Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique. L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artéfacts. Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur. C'est le paradoxe, incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne. S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés. Autrement dit, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement.

3. Pour un retour critique à la critique de l'économie politique

Il ne suffit pas de mettre au jour les impasses de la théorie néoclassique de l'environnement et de ses avatars, qui se résument le plus souvent à un bric-à-brac hétéroclite et incohérent. Il faut disposer d'un ensemble qui tire le meilleur parti de l'économie politique et de la critique de celle-ci, de telle sorte que soient distingués l'analyse de la production qui s'effectue dans un cadre social et le respect de la nature et des écosystèmes. L'économie politique avait seulement esquissé une telle démarche, et la critique marxienne de l'économie politique est aujourd'hui confrontée à l'écologie.

3.1. L'économie politique au milieu du gué

L'économie politique est une analyse de la production et des conditions sociales de celle-ci. Elle n'est pas une analyse de la non-production, et le regretter, à l'instar des pourfendeurs de l'économie politique classique et de sa critique marxienne, ou élargir le domaine de l'économie – et ses catégories – aux phénomènes de non-production (la nature, la famille, l'éducation, la délinquance, etc.) tout en lui niant tout caractère social et historique, ne représente pas une avancée mais un recul trivial par rapport à l'économie politique.

Marx a au contraire anticipé et réfuté toutes les constructions idéologiques actuelles portant sur les prétendues « valeur économique intrinsèque » de la nature et « valeur économique des services rendus par la nature » que l'on trouve dans les expertises rendues par les organisations multilatérales au sujet du développement durable ou de la croissance verte.

Le tort des classiques, sauf de John Stuart Mill sans doute, et, au moins partiellement – mais seulement partiellement –, de Marx, fut de croire que la capacité de transformation de la nature par le travail était sans limites. La thèse du développement illimité des forces productives est, au fond, une thèse profondément hégélienne qui fait le pari idéaliste que l'homme peut s'affranchir, par son travail, de toute contrainte matérielle.

3.2. La critique de l'économie politique confrontée à l'écologie

L'agronome Daniel Tanuro émet l'hypothèse que, contrairement à l'opinion répandue, l'erreur de Marx n'est pas d'avoir « récusé toute idée de limite des ressources », mais d'avoir ignoré « le passage d'un combustible renouvelable, produit de la conversion photosynthétique du flux solaire, le bois, à un combustible de stock, produit de la fossilisation du flux solaire et par conséquent épuisable à l'échelle des temps, le charbon » [11].

En réinterprétant la portée écologique de l'œuvre de Marx, le marxiste écologiste américain John Bellamy Foster [12] déconstruit la thèse selon laquelle Marx et Engels se seraient rangés derrière l'entreprise de soumission et d'exploitation de la

nature que menait déjà le capitalisme à leur époque, empêchant ainsi toute prise de conscience de l'écologie dans le mouvement socialiste et communiste ultérieur. À titre d'exemple de cette idéologie productiviste, est souvent cité le texte qui termine le Livre III du *Capital*, où Marx réfléchit au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté qui ne pourrait être possible que dans une société communiste d'abondance [13]. Foster met en avant trois séries d'arguments : le concept de métabolisme chez Marx, la présence dans son œuvre du concept moderne de soutenabilité intergénérationnelle, et le dépassement de l'opposition entre anthropocentrisme et écocentrisme à travers l'idée de co-évolution humaine et naturelle. [14] En particulier, Foster montre que Marx n'a jamais cessé, depuis ses premiers travaux de jeunesse jusqu'aux œuvres de maturité, d'inscrire sa théorie critique du capitalisme dans la relation que l'homme entretient avec la nature. Cette relation est désignée par le concept de métabolisme, que Marx importe des travaux de son contemporain, le chimiste allemand Justus von Liebig.

L'opposition traditionnelle entre les partisans d'une conception de l'écologie centrée sur l'homme et ses besoins, souvent à connotation utilitariste, et ceux d'une écologie centrée sur la nature, voire sur ses droits, n'a pas de sens chez Marx, affirme Foster. On peut même selon lui trouver chez Marx l'intuition de l'inscription de l'action humaine dans la biosphère que systématiseront plus tard Georgescu-Roegen et Passet [15]. Cette coévolution ne peut être abandonnée au capitalisme car « le danger de l'aggravation des problèmes écologiques est d'autant plus grand que le système ne possède pas de mécanisme de régulation interne (ou externe) qui entraînerait sa réorganisation. Il n'y a pas d'équivalent écologique au cycle des affaires » [16]. Implicitement, on trouve ici une clé pour critiquer la croissance verte ou le capitalisme vert qui sont censés remédier aux dégâts du productivisme.

Foster s'écarte des thèses défendues par certains contemporains, hors du marxisme tels Herman Daly ou Juan Martinez-Alier, et même au sein du marxisme écologique, notamment par Ted Benton, Joel Kovel, Michael Löwy ou James O'Connor. Ce dernier a soutenu que Marx aurait sous-estimé, voire ignoré, la « seconde contradiction du capitalisme », les limites naturelles, pour se concentrer sur la « première », celle de la lutte des classes, capital contre travail. Au contraire, Foster

abonde la thèse que « Marx parlait de deux sortes de barrières au capital, menant toutes deux à des contradictions dans l'accumulation du capital et à des crises : des barrières générales, communes à la production en général et liées aux conditions naturelles, et les barrières plus spécifiquement historiques et inhérentes au capital lui-même » [17]. Il soutient que « malgré l'intelligence de sa 'ruse', le capital n'est jamais capable de transcender la barrière des conditions naturelles, qui se réaffirment en permanence et impliquent que 'sa production se meut dans des contradictions qui sont constamment surmontées, mais tout aussi constamment posées'. Nul penseur à l'époque de Marx, et peut-être jusqu'à aujourd'hui, n'a su aussi brillamment rendre compte de la complexité de la relation qu'entretiennent la nature et la société moderne. » [18] Est-ce à dire que l'on peut exonérer Marx de toute critique au sujet du « développement des forces productives » ? Non, et Philippe Corcuff a sans doute raison de dire qu'il reste « une épine dans l'écologisme de Marx : le schéma 'de la domination de la nature' dans les *Grundrisse* » [19]. Quant à Martinez-Alier, il occupe une place à part, puisqu'il s'est montré très critique vis-à-vis de l'évaluation monétaire de la nature, tout en s'écartant de la position marxienne et en plaidant pour une évaluation physique des flux tirés de la nature. [20]

La critique de l'économie politique et la critique de la critique de l'économie politique sont donc toujours à poursuivre et à renouveler. Mais il faut prendre garde où l'on met les pieds : l'utilisation des outils néoclassiques pour ce faire ne peut que conduire dans une voie sans issue. L'enseignement de la thermodynamique est à prendre en considération, non pas pour croire que la Terre est un système isolé, mais pour considérer que le temps de structuration et de complexification de la vie grâce au flux d'énergie solaire – lequel agit contre l'entropie de la matière – n'a rien à voir avec le temps de l'activité humaine infiniment plus court. C'est la raison pour laquelle nous devons compter avec la rareté des ressources et construire socialement une meilleure répartition des richesses produites comme des richesses naturelles, sans imaginer qu'il est possible d'aller jusqu'au bout des réserves de celles-ci. Mais une justification qui se fonderait sur un contresens méthodologique ramenant l'ordre naturel à l'ordre économique ne pourrait déboucher que sur une nouvelle forme de fétichisme.

Notes

[1] Voir R. Keucheyan, *La nature est un champ de bataille, Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014 ; « Quand la finance se branche sur la nature », *Le Monde diplomatique*, mars 2014 ; et son article dans ce numéro des *Possibles*.

[2] Aristote, *Les Politiques*, Paris, GF-Flammarion, 2^e éd. 1993, I, 9, 1257-a, p. 115-116.

[3] P. Ekins, « Safeguarding the Future of the Wealth of Nature, Sustainability, Substitutability, Measurement, Thresholds, and Aggregation Issues in Natural Capital Accounting for Human Well-being », in UNU-IHDP, UNEP, *Inclusive Wealth Report 2012*,

[4] C. De Perthuis, P.-A. Juvet, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, Paris, O. Jacob, 2013, p. 196.

[5] T. Jackson, *Prosperité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010.

[6] Il y a là un point d'accord entre toutes les tendances présentes au sein du courant écologiste. Restent quelques points d'ordre méthodologique en suspens. Parmi eux, figure celui de la mesure de la production et de la productivité. À notre sens, on ne peut affirmer simultanément, comme le fait Jean Gadrey dans ce numéro des *Possibles*, que les gains de productivité du travail se ralentissent dans nos économies (ce qui est vrai) et que leur mesure est devenue impossible. Ou bien on peut constater leur baisse et on est en droit de chercher le bien-être ailleurs que dans leur éternelle augmentation, ou bien les instruments de mesure sont obsolètes et on ne peut fonder sur eux la nécessaire réorientation de l'économie. S'il y a incertitude, c'est sur l'évolution future, qui doit inciter à la prudence : personne ne peut prévoir ce que deviendra le PIB si l'amélioration de la qualité se traduit par une augmentation des valeurs unitaires (pour cause de travail nécessaire supérieur) faisant plus ou moins que compenser la réduction des quantités produites. L'augmentation – pour cette raison – des prix ne serait alors pas assimilable à de l'inflation dont il faudrait déflater le taux pour calculer la variation en volume. Que les gains de productivité du travail ne mesurent pas directement les externalités est une chose, mais dire, comme Jean Gadrey, que le numérateur du ratio productivité est constitué de la même grandeur que le dénominateur (des heures de travail) est une erreur méthodologique, puisque le numérateur est la valeur ajoutée exprimée monétairement. Pour plus de détails sur ces questions, voir le chapitre 8 de *La richesse, la valeur et l'inestimable*, *op. cit.*

[7] K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 571.

[8] K. Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, dans *Œuvres*, tome I., *op. cit.*, p. 1413.

[9] K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éditions Sociales, 1974, tome 3, p. 195, ou dans *Œuvres*, tome II, p. 1430.

[10] Sur ces questions complexes, on ne peut que regretter pour la clarté des débats le contresens de Fabrice Flipo dans l'objection qu'il me présente dans « Marxisme, lutte des classes et écologie », *Actuel Marx*, n° 55, premier semestre 2014, p. 170 : « Jean-Marie Harribey ajoute une autre difficulté, quand il affirme que la valeur d'usage et la valeur d'échange sont 'incommensurables'. Il rend la critique inopérante. Michel Husson avait à juste titre opposé le même argument à Jean-Marie Vincent, qui voulait 'sortir' le travail comme richesse (valeur d'usage) du règne de la valeur (c'est-à-dire de sa détermination en prix), au motif de son incommensurabilité : 'accepter la thèse de l'incommensurabilité des prix et des valeurs conduit paradoxalement à réduire la portée de la théorie critique, plutôt que de l'approfondir'. » Ce que ne saisit pas F. Flipo, c'est que ce dont parle M. Husson concerne le célèbre problème de la transformation des valeurs-travail en prix de production : selon M. Husson, il est possible de relier l'analyse de la valeur au sens du travail abstrait et les prix de production, ce qui n'a strictement rien à voir avec ladite valeur de la nature. On pourra en complément consulter le texte de Jacques Bidet, « [En solidarité avec Jean Marie Harribey, Michel Husson, Gérard Duménil et Karl Marx, à propos d'un article de Fabrice Flipo paru dans Actuel Marx\(N°55, 2014\)](#) ».

[11] D. Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond, 2010, p. 269 et 272-273, 2^e éd. Paris, La Découverte, Poche, 2012, p. 201 et 204.

[12] J.-B. Foster, *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam, 2011. A. Schmidt, *Le concept de nature chez Marx*, 1962, Paris, PUF, 1994.

[13] K. Marx, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, *op. cit.*, tome II, p. 1487-1488.

[14] Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, *op. cit.*

[15] N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie-écologie-économie*, Paris, Éd. Sang de la terre, 2^e éd. 1995 ; R. Passet, *L'économique et le vivant*, Paris, Payot, 1979, 2^e éd., Paris, Economica, 1996 ; *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, De l'univers magique au tourbillon créateur*, Paris, LLL, 2010.

[16] J.-B. Foster, *Marx écologiste*, *op. cit.*, p. 98.

[17] *Ibid.*, p. 130, note 48.

[18] *Ibid.*, p. 131.

[19] P. Corcuff, *Marx XXI^e siècle*, *Textes commentés*, Paris, Textuel, Petite encyclopédie critique, 2012, p. 112.

[20] J. Martinez-Alier, « Valeur économique et valeur écologique », *Écologie politique*, n° 1, 1992, p. 13-39.